

Lutte de classe

Dominique Strauss-Kahn : le chantre du capitalisme.

Dominique Strauss-Kahn (PS), a affirmé le 27 août, qu'il entendait être « *le candidat de la réforme* » du FMI, estimant que la voix des pays « *émergents et pauvres* » devrait y être renforcée. Quelle généreuse attention, n'est-ce pas ? Que recouvre-t-elle ?

Le capitalisme est un système économique qui fonctionne selon certaines lois ou principes internes incontournables. Nous observons quotidiennement dans le monde que l'enrichissement des uns se fait au détriment de l'appauvrissement des autres ou de leur surexploitation. De la même manière, on peut observer que le développement de la production d'une marchandise dans un pays où la main d'œuvre est très basse, entraîne très souvent l'arrêt de la production de cette même marchandise dans un pays où la main d'œuvre était plus élevée (délocalisation).

Ce processus est lié bien entendu à l'appétit insatiable du capitaliste de réaliser toujours davantage de profits, mais surtout, il met en relief la loi de la valeur incontournable qui continue de régir la production de toute marchandise d'où est extraite la plus-value qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste, et que Marx avait mis en lumière. Partant du fait que la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production, plus le coût d'entretien du travailleur (force de travail) sera bas, plus la part qui reviendra au capitaliste sera élevé, pour être bref.

Étant donné qu'au cours du XIXe et XXe siècle, la lutte de classe du prolétariat dans les pays où le capitalisme s'est développé le plus rapidement, a permis de grignoter une part du profit des capitalistes (salaire et droits sociaux), ce qui s'est traduit sur le plan matériel pas une élévation sensible du niveau de vie de la majorité de la population, aujourd'hui les capitalistes transfèrent une grande partie de la production vers des pays où le coût de la main d'œuvre est beaucoup plus bas, les droits sociaux des travailleurs sont quasi inexistantes, sans parler de la faiblesse de leurs organisations et partis gangrenés par le réformisme, par conséquent, leur entretien en tant que producteurs ou leurs besoins quotidiens se réduisent à peu de choses, leur niveau de vie se situe à peine au-dessus du minimum vital pour assurer leur survie et leur permettre de reproduire le capital de leurs patrons, ce qui permet à ceux là d'empocher un profit confortable ou colossal lorsque les marchandises produites sont destinées à l'exportation vers des pays où le niveau de vie est beaucoup plus élevé.

L'émergence du capitalisme dans les pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil ne correspond pas à une nouvelle étape du développement du capitalisme, mais à l'évolution naturelle de la socialisation de la production impulsée par une rationalisation et une concentration toujours plus importante de la production à l'échelle mondiale, d'autant plus que la démographie a explosé globalement au cours de la deuxième partie du XXe siècle. Si le capitalisme se transforme ou s'adapte aux conditions nouvelles résultant de son propre développement, les règles fondamentales qui le régissent ne changent pas, dont les contradictions auxquelles il doit faire face en permanence et qui sont principalement le produit de la lutte de classe du prolétariat qui aspire naturellement à une vie meilleure.

Dominique Strauss-Kahn se présente comme le défenseur acharné des esclavagistes des temps modernes.

Ne le dit-il pas lui-même quand il affirme que « *sa mission (...) est de garantir la stabilité financière* » ? En tant que représentant du capitalisme financier, sa seule préoccupation est de préparer le terrain social permettant de garantir l'accroissement du profit des capitalistes. On est donc en droit de penser que pour remplir cette honorable « *mission* », le FMI s'inspirera dans les années à venir du modèle social le plus favorable à l'extraction de la plus-value qui accompagne l'exploitation effrénée qui sévit dans les pays émergents, en Chine, en Inde et au Brésil notamment, pour tenter de l'imposer à l'échelle mondiale.

Son communiqué en faveur des pays émergents et des pays pauvres n'a finalement pas d'autre signification.

(source : AFP 27.08)